

Messou Fian

LE SYSTÈME ÉDUCATIF IVOIRIEN ET LA PROBLÉMATIQUE DU DÉVELOPPEMENT

Résumé

Au lendemain de son indépendance, la Côte d'Ivoire pays en voie de développement, a fait de l'éducation la priorité de ses priorités. En effet, le système éducatif hérité de la colonisation était loin de satisfaire les réalités socio-économiques et culturelles du pays. Il fallait adapter le système éducatif aux besoins multiples de la société ivoirienne. Dès lors, ce système éducatif connaîtra les plus grandes faveurs des décideurs politiques. Ainsi, elle a fourni la main d'œuvre qualifiée dans les différents secteurs d'activité, servant ainsi de levier au développement social, économique et culturel. L'agriculture poumon économique du pays reçoit très peu de son système éducatif.

Mots clés : Développement, formation/emploi, ivoirien, système éducatif.

Abstract

Following its independence, Côte d'Ivoire, which is a developing country, made education the priority of priorities. Indeed, the educational system inherited from colonisation was far from satisfying the socio-economic and cultural realities of the country. The education system had to be adapted to the multiple needs of Ivorian society. From then on, this education system was favoured by political decision-makers. Thus, it provided qualified manpower in the various sectors of activity, thus serving as a lever for social, economic and cultural development. Agriculture, the country's economic powerhouse, receives very little from its education system.

Key words: Development, training/employment, Ivorian, education system.

Introduction

Le système éducatif ivoirien est-il conforme aux besoins réels d'un pays en voie de développement ? Telle est la question posée ? En d'autres termes, ce système est-il en adéquation avec les besoins de son développement, de son économie ? Est-il capable de fournir à la société la main-d'œuvre qualifiée dont elle a besoin pour son développement ? On peut poser les questions autrement en se demandant si les ressources humaines produites par le système éducatif ont les compétences les plus demandées et les plus utiles ainsi que les attitudes et les aptitudes les plus propices au développement, les plus favorables à la bonne gouvernance ?

Mais même si ces conditions étaient remplies, les structures de l'économie permettent-elles en réalité la création d'emplois nouveaux en nombre suffisant pour satisfaire la demande ? Et puisqu'elle est enfin la cause de cette situation pour le moins paradoxale où se trouvent la Côte d'Ivoire et les pays du Tiers-Monde en général qui ont un besoin évident de main-d'œuvre abondante et qui se révèlent incapables de l'utiliser quand elle est formée après plusieurs années d'études financées ?

Notre travail s'articulera autour de trois axes et considérations essentielles. D'abord, il s'agira de voir les fondamentaux du système éducatif ivoirien. Ensuite, il examinera la question de l'adéquation formation/emploi dans un contexte d'éducation qui se veut au service du développement. Et enfin, il envisagera la question de stratégie de remédiations.

Toute recherche scientifique requiert une ou des méthodes afin de parvenir un résultat probant. Ainsi, pour mener à bon port notre travail, nous avons recours à la fois à la méthode descriptive et analytique. A l'aide de la méthode descriptive, nous décrivons le système éducatif ivoirien dans son ensemble et dans ses aspects particuliers. Par ailleurs, en tant que méthode pédagogique par excellence consistant en une analyse systémique des informations et des données récoltées, la méthode analytique, nous permettra de comprendre et d'expliquer la question du système éducatif ivoirien.

1. Prolégomènes à la saisie du système éducatif ivoirien I.1.

1.1. Pour une approche conceptuelle

Il convient pour une bonne appréhension de notre thématique de définir le concept de système éducatif. Mais que faut-il entendre par système ? Par éducatif ?

Du grec *sustema* qui renvoie à *assemblage, composition*, entendons par système, une combinaison de manière à former un tout. Il s'agit de placer ensemble ou de réunir en un tout organisé. Nous en voulons pour preuve Denis Huisman et Serge Le Strat qui laissent poindre que le système est « un ensemble structuré d'éléments interdépendants. » Il en découle que le

système est un ensemble de connaissances liées et qui forment un tout organique.

Dans ce sillage, Emmanuel Kant montre que « le système est une unité des diverses connaissances sous une idée, c'est-à-dire de penser les connaissances de façon unifiée et non comme un simple agrégat. »¹ En d'autres termes, le système est un ensemble organisé dont les éléments sont liés entre eux.

Qu'en est-il du concept *éducatif* dans le syntagme système éducatif ? Éducatif renvoie à ce qui a trait à une visée eu égard à l'éducation. L'éducation étant l'action qui permet à un être humain de développer les aptitudes physiques, intellectuelles ainsi que ses sentiments sociaux, esthétiques et moraux dans le but d'accomplir autant que possible sa tâche d'homme. Eduquer, écrit, Francis Jacques, « c'est façonner. Le mot éducation désigne ce qui façonne les qualités de l'homme. »² Jacques poursuit en ces termes : « L'éducation est la mise en œuvre des moyens propres à assurer la formation et le développement. »³ L'éducation en tant que formation tient compte d'une panoplie de paramètres et de disciplines en vue de permettre à l'homme de devenir homme.

L'éducation dote chaque individu du capital humain indispensable à sa réalisation. En chaque être humain réside un principe d'humanité qui invite à la reconnaissance de sa propre dignité et de celle de l'autre. L'éducation doit aller dans le sens de l'intégration sociale. En effet, une société équilibrée ne saurait se construire sur la base de l'égoïsme, de l'intérêt personnel, de la corruption, du mensonge, de la tricherie, de la paresse, du laxisme. Ce sont là des maux à combattre si l'on veut bien s'inscrire dans une perspective du développement.

Dès lors, le système éducatif se veut un système d'ensemble qui est considéré avec toutes ses coordonnées politiques, économiques, philosophiques, historiques, technologiques et démographiques. Le système éducatif est un « ensemble de stratégies que l'on met en place pour garantir une *hominité* de l'homme. »⁴ L'homme n'est homme que par l'éducation, comprise dans sa saisie holistique. De même, il n'y a de développement que par l'éducation.

Partant, le système éducatif ivoirien est-il approprié aux besoins réels du développement ? L'école ivoirienne fournit-elle à la société les travailleurs qualifiés dont elle a besoin pour son développement ? Pourquoi le chômage est-il toujours grandissant dans les pays en voie de développement, notamment en Côte d'Ivoire ? Les secteurs d'activités permettent-ils la

¹ E. Kant (2012). *Critique de la raison pure*, (A. Tremasaygues et B. Pacaud, Trad.). Paris : Puf, p. 538.

² F. Jacques, (2000). *Ecrits anthropologiques. Philosophie de l'esprit et cognition*, 2000, Paris, L'Harmattan, p.126.

³ *Ibid.*, p. 127.

⁴ V. D. Kacou (2020). *Devenir soi-même. Une leçon d'anthropologie philosophique*, Mauritius, Editions Universitaires Européennes, p. 24.

création d'emplois nouveaux pour employer les diplômés de nos écoles ?

La réponse à ces questions qui ne sont pas exhaustives passe d'abord par une identification des secteurs d'activités sensés utiliser le produit du système éducatif.

1.2. Panorama des secteurs d'activités à l'aune du système éducatif

Comme secteurs d'activités en Côte d'Ivoire susceptibles d'utiliser le produit du système éducatif, nous en dénombrons trois, à savoir les secteurs, primaire, secondaire et tertiaire. Analysons chaque secteur dans la dynamique de la problématique du développement.

Le secteur primaire est constitué de quatre sous-secteurs que sont l'agriculture, l'élevage, les mines et la pêche. Primo, l'agriculture. Elle est l'activité sur laquelle se repose le développement du pays.⁵

D'ailleurs, la télévision ivoirienne 1^{ère} chaine diffuse quotidiennement une célèbre phrase d'Houphouët Boigny « *le succès de ce pays repose sur l'agriculture* ». ⁶ Au niveau structurel, beaucoup d'écoles de formation, des instituts de recherche et autres structures ont été créées. « On peut citer :

- L'Ecole Régionale d'Agriculture du Sud (E.R.A.) à Bingerville
- L'Ecole Régionale d'Agriculture de l'Est (E.R.A.) à Abengourou
- L'Ecole de Formation Agricole de FERENTELLA (E.F.A.F.) à Touba
- L'Ecole de Spécialisation en Faune et Aires Protégées (E.F.A.P.) à Bouaflé
- L'Ecole de Spécialisation en Foresterie du Banco (E.S.F.) à Abidjan
- L'Institut Agricole de Bouaké (I.A.B) à Bouaké
- L'Ecole de Pêche de Grand-lahou
- L'Institut de Recherches pour les Huiles et Oléagineux (I.R.H.O.) à la Mé (route d'Alépé)
- Le Centre National de Recherche Agricole (C.N.R.A.) implanté sur plusieurs sites à travers le pays ». ⁷

Cependant l'agriculture reçoit peu du système éducatif.

Secundo, l'élevage. Il est concentré au sud, notamment à Abidjan et sa banlieue. Il existe sous deux formes (traditionnelle et moderne). L'usine "COCO SERVICE" est pratiquement la seule unité de production industrielle

⁵ P. Decraene (février 1971), « Côte d'Ivoire : l'agriculture, pilier du développement économique », in *Le monde diplomatique*, p. 17-18. <https://www.monde-diplomatique.fr>, consulté le 23 décembre 2021 à 10H45.

⁶ Idem.

⁷ Marcel Zadi Kessy, Développement de proximité et gestion des communautés villageoises, Abidjan, Editions Eburnie, 2004, p. 20.

employant des diplômés. Pour pallier ce déficit, Alain Houphouët N'guessan et Dominique Assalé Aka-Bwassi affirment ceci : « Au regard de la pauvreté grandissante et de plus en plus insoutenable qui touche les larges couches de la population en Côte d'Ivoire, la nation ivoirienne dans son ensemble doit tendre à devenir une société pluraliste moderne. »⁸

Tercio les mines. Ce sont l'or, le diamant, la bauxite, le manganèse, le pétrole, etc. Ce secteur offre également d'énormes potentialités, mais l'exploitation n'est pas très effective. La mine d'or d'Affima (Aboisso) et celle d'Iti à l'ouest (Man) font l'objet d'une exploitation industrielle aux mains des Européens, utilisant une main d'œuvre non qualifiée. L'exploitation du pétrole à grande échelle vient de commencer. Pour l'instant, des écoles sont en émergence pour la formation des ouvriers qualifiés pour l'exploitation du pétrole.

Quarto la pêche. Disposant d'une école de pêche à Grand Lahou, la Côte d'Ivoire réunit toutes les conditions favorables au développement des activités halieutiques. En 1990, la pêche artisanale a fourni 43 287 tonnes de poisson sur 63 617. Or la demande est estimée à 250 000 tonnes.⁹ La pêche industrielle est concentrée à Abidjan. La Côte d'Ivoire est un des principaux exportateurs de thon dans le monde. Divers projets ont été initiés tant dans le public que dans le privé. Mais à cause du coût du financement, ils connaissent des difficultés.

Le secteur primaire offre une grande opportunité d'emploi mais reçoit peu du système éducatif. Qu'en est-il du secteur secondaire ?

Le secteur secondaire est celui des activités de transformation : le secteur industriel. On peut noter entre autres, l'industrie de transformation alimentaire, l'industrie mécanique, l'industrie textile et l'industrie du bois.

L'industrie de transformation alimentaire est composée de nombreuses usines de transformation de certains produits agricoles du pays et d'autres pays en produits finis ou semi-finis destinés à la consommation. On peut citer:

- La brasserie (SOLIBRA)
- Les pâtes alimentaires (CIPA, MAMAN, PANZANI-CI)
- Les huiles, savonneries (UNILEVER-COTE D'IVOIRE)

L'industrie mécanique concerne le montage et la réparation des véhicules, engins et autres, on a pour :

- Les bateaux (CARENA)
- Les bus et bateaux-bus (Centre de Formation SOTRA)
- Les Autocars (CARICI)

L'industrie textile s'occupe de la fabrication du pagne, du tissage, de filature,

⁸ A. Houphouët N'guessan et Dominique Assalé Aka-Bwassi (2000). *Comment sortir ensemble de la pauvreté ou la Bonne Nouvelle aux pauvres*, Abidjan : Puci, p. 14.

⁹ M. Zadi Kessey (2004). *Développement de proximité et gestion des communautés villageoises*, Abidjan : Editions Eburnie, p. 20.

ainsi, on a :

- (GONFREVILLE) à Bouaké
- (COTIVO) à Agboville
- (FIL TISSAC) à Abobo
- (UNIWAX) à Yopougon

Pour l'industrie du bois. Notons que beaucoup de scieries fonctionnent dans plusieurs villes du pays. On peut citer entre autres :

- IMPROBOIS, TROPICAL BOIS (Adzopé)
- SCAF (Bassam)
- ALPICI (Yopougon)
- BEUGLOT et FRERES à Kotobi (Bongouanou)

Le secteur secondaire est en pleine expansion. Malheureusement, à l'instar du secteur primaire, il reçoit peu du système éducatif ivoirien.

Quant au secteur tertiaire, il est celui du commerce, du transport, des banques de l'informatique et l'administration. Le commerce et le transport occupent une main-d'œuvre abondante. Mais cette main- d'œuvre n'est en réalité qu'une main-d'œuvre analphabète, à majorité étrangère, notamment de la sous-région.

Considérés comme emplois modernes, l'administration, la banque et l'informatique reçoivent beaucoup du système de formation en tant que main-d'œuvre salariée. La crème des cadres est formée généralement en Europe et aux ETATS UNIS... On leur fait plus confiance en matière de formation.

« Le secteur tertiaire a été longtemps celui qui absorbait le plus grand nombre des diplômés de nos écoles. Cependant, ce secteur emploie peu maintenant. La formation des ressources humaines est en déphasage avec les besoins de l'économie, mettant ainsi en mal le développement ». Un véritable problème Formation Emploi se pose.

2. L'éducation au service du développement et la question de l'adéquation formation-emploi

2.1. De l'éducation au service du développement

Partis d'une conviction forte, à savoir, faire de l'éducation le fer de lance du développement, les pays africains dont la Côte d'Ivoire déclareront l'éducation la priorité des priorités. Par l'éducation, l'être humain est appelé à atteindre des fins, c'est-à-dire être formé à la fois comme individu, citoyen et personne. À l'évidence, éduquer c'est façonner. D'ailleurs, selon Francis Jacques, « le mot éducation désigne ce qui façonne les qualités de l'homme. »¹⁰ A l'évidence, le but de l'éducation n'est pas tant de faire des vertébrés, qui ont de l'os, que de construire une carapace autour de tendres mollusques à

¹⁰ Francis Jacques, *Ecrits anthropologiques*, p. 126.

protéger.

Par l'éducation, l'être humain est appelé à atteindre des fins, c'est-à-dire être formé à la fois comme individu, citoyen et personne. Eduquer c'est façonner. Façonner c'est mettre tout en œuvre pour donner une forme particulière à une réalité donnée : humaine, matérielle, etc. À l'instar du potier qui façonne l'argile pour faire un pot, l'éducation exige du maître à éduquer un travail de longue haleine qui consiste à pétrir un être humain. Il s'agit de faire entrer un individu dans un moule pour lui donner une forme autre, une autre configuration.

A cet égard, éduquer une personne, c'est le modeler, le construire, le bâtir. On façonne les hommes par l'éducation, en transmettant une communicabilité essentielle à l'homme, à travers un enseignement qu'il soit scolaire, universitaire ou pas, religieux, traditionnel, moderne, l'on est appelé à façonner, c'est-à-dire à former les mœurs, l'esprit, guider, configurer, transformer. « Il en résulte qu'éduquer, c'est former-développer, comme nous pouvons bien le lire avec Francis Jacques »¹¹, pour qui le mot éducation « renvoie à la *formation* et au *développement* d'un être humain, doté d'une nature ouverte à une multitude de potentialités et d'activités, ainsi qu'à ce qui résulte de cette transformation. »¹² L'auteur souligne, par ailleurs, que « l'éducation est la mise en œuvre des moyens propres à assurer la formation et le développement »¹³ L'art d'éduquer la personne consiste à faire son possible pour lui donner une forme. Donner une forme et acquérir une forme sont les buts à atteindre dans l'art d'éduquer une personne. Francis Jacques nous instruit longuement sur cette visée de l'éducation de la personne. Ainsi, affirme-t-il :

« En toute formation une chose ou un être reçoit une forme ou a reçu une *forme*. Tantôt on met l'accent sur le mouvement vers la forme, sur l'activité orientée vers son acquisition, donc sur ce qui vient *avant* la forme. Tantôt on dit qu'un être humain est formé, si quelqu'un a réussi à lui donner forme. Celui qu'on forme doit atteindre sa forme. Cette fois on insiste sur le résultat, on se place *après* la forme. »¹⁴

Partageant avec les théoriciens du capital humain l'idée que l'éducation est un facteur décisif du développement économique et social, la Conférence des Ministres africains et malgache de l'Education Nationale, tenue à Addis-Abeba, au lendemain des indépendances, en 1961, préconisera de mettre l'éducation au service du développement. Et pour susciter la participation de tous au développement, l'éducation devra atteindre et former la majorité des

¹¹ Ibid.

¹² Ibid.

¹³ Ibid. p. 127.

¹⁴ Ibid.

citoyens, aussi bien les enfants et les jeunes que les adultes qui n'ont pas pu bénéficier à leur temps des bienfaits de l'école.

Mettre l'éducation au service du développement, c'est l'ajuster aux besoins de l'économie, c'est faire en sorte qu'elle réponde et corresponde aux attentes et satisfasse les besoins réels en main-d'œuvre qualifiée, aux compétences et attitudes requises pour garantir le développement.

Effectivement, le système éducatif ivoirien s'efforcera tant bien que mal d'aller dans le sens souhaité, avec beaucoup de réussite malgré les déperditions énormes. Alors qu'au lendemain des indépendances, on craignait que l'économie ne se bloque par manque de cadres moyens et supérieurs formés (avec le départ de beaucoup d'européens), à peine une décennie, disons deux, s'annonçait une surproduction apparente du système d'éducation et de formation. En tout cas, depuis les années 80, il y aurait déjà trop de diplômés, même de niveau CAP, BEP, BP, dans les filières tertiaires.

En fait, la non maîtrise des flux au niveau des cours privés de formation professionnelle, la prolifération de structures de formation tertiaire dans des secteurs saturés (secrétariat, institut de beauté, etc.).

L'inadaptation des formations, même dans le secteur public, a pour conséquence le chômage des diplômés de niveau moyen. Le chômage des diplômés des "universités et des autres structures d'enseignement supérieur existe depuis quelques années déjà en ce qui concerne les littéraires, les juristes et les économistes. Il est aujourd'hui effectif aussi pour les diplômés techniques de niveau ingénieur. Il existe sous forme déguisée pour les ingénieurs et diplômés scientifiques qui occupent des emplois administratifs, ou d'enseignants dans le secondaire¹⁵.

2.2. Le système éducatif et la multiplication des emplois

La crise économique ne favorise pas la multiplication des emplois. En fait, le secteur moderne de l'économie connaît une baisse tendancielle de ses capacités d'absorption. Si au cours des deux premières décennies (1960-1980) ce secteur a pu connaître un essor notable de l'ordre de 7% par an, aujourd'hui ce secteur est essoufflé. Le volume global d'emplois disponibles connaît une tendance à la baisse depuis 1980. Celle-ci a été estimée à environ 3% par an entre 1980 et 1983, entraînant bien entendu son cortège de compressions de personnel et de restructurations multiples en défaveur de l'emploi.¹⁶

En revanche, les secteurs, traditionnel et artisanal, connaissent une expansion. L'emploi informel s'est accru de 6% par an et l'emploi agricole

¹⁵ Institut National de la Statistique. *Enquête sur le niveau de Vie des ménages 2002*, Ref. CIV_2002_ENV_v01_M. catalog.ihsn.org, consulté le 23/12/2021 à 11h16.

¹⁶ Y.-A. Faure (1988), *Le monde des entreprises en Côte d'Ivoire*. Sources statistiques et données de structure, Abidjan : Orstom, p. 67.

traditionnel de 3,4% pendant la même période de 1980-1983.¹⁷ Qu'en est-il depuis lors ? Il vaut mieux ne pas vouloir se représenter le cas de la période de guerre. Il faut simplement prendre acte du fait que les systèmes africains d'éducation et de formation et celui de la Côte d'Ivoire, conçus pendant longtemps pour préparer aux emplois urbains du secteur moderne, ont négligé évidemment l'agriculture sur laquelle repose l'ensemble des activités économiques. La Côte d'Ivoire tire les 3/4 environ de ses recettes d'exportation de l'agriculture. « Le succès de ce pays repose sur l'agriculture » selon Felix Houphouët Boigny. C'est dire que, voulu au service du développement, voulu comme moteur du développement, le système éducatif n'a pas atteint l'efficacité escomptée. Ce n'est pas faute d'avoir essayé. Il a même pris la mesure de ses difficultés et a procédé dans son évolution à plusieurs réajustements qui vont l'emmener vers son développement.

La Côte d'Ivoire fera son premier réajustement dès l'indépendance, en proclamant l'éducation la priorité des priorités, en décidant d'assurer le développement par l'éducation. Elle ira jusqu'à consacrer en 1976 46,8% de son budget général de fonctionnement à l'éducation et 33% du budget général total de l'État¹⁸. Le deuxième réajustement opéré se caractérisera par l'introduction de la planification. On voudra désormais planifier l'éducation en fonction des besoins réels de l'économie afin de juguler les distorsions au niveau de la formation/emploi : l'option sera prise d'aller dans le sens de l'adéquation formation/emploi. Cela se révélera dans la réorientation des dépenses publiques d'enseignement au profit de l'enseignement technique et professionnel et au détriment de l'enseignement primaire et secondaire général : des lycées professionnels vont alors être créés dans beaucoup de régions, et au niveau du supérieur, il y aura le développement des grandes écoles, des instituts et l'ouverture de filières spécialisées, la création du Centre Universitaire de Formation Professionnelle (CUFOP), pour privilégier la productivité socio-économique, l'amélioration des rendements.

2.3. Les problèmes majeurs de la relation formation/emploi

Comme problèmes majeurs à analyser ici, nous avons, entre autres, les contrariétés au niveau de l'éducation et de la formation qui se justifient par le fait que le capital humain a besoin d'être formé pour les différents types de niveaux de qualifications de formation professionnelles et scientifiques exigés par le développement. Faire en sorte que l'éducation corresponde et réponde aux attentes et satisfassent les besoins en main-d'œuvre qualifiée, aux compétences et attitudes requises pour garantir le développement.

Aussi, depuis 1980, il y aurait déjà trop de diplômés dans les filières tertiaires de tous les niveaux. La non maîtrise des flux des cours privés des formations professionnelles, la prolifération des structures de formation tertiaire dans des

¹⁷ Idem.

¹⁸ Ibidem, p. 87.

secteurs déjà saturés, l'inadaptation des formations, même dans le public, ont pour conséquence le chômage sans cesse croissant des diplômés¹⁹. Au total, l'éducation a devancé les secteurs d'activités économiques. A cela s'ajoute une éducation approximative. Depuis 1991, l'école ivoirienne connaît de nombreuses grèves à répétition. Dans ces conditions, les programmes de formation sont inachevés ou bâclés. La planification, la coordination des actions d'éducation en souffrent si bien que l'éducation dans son ensemble est approximative. Le système éducatif a perdu de sa crédibilité dans un pays où l'on prône l'excellence. Face à cette situation, les entreprises se méfient des diplômés actuels.

« Les déséquilibres des secteurs et des filières sont également une plaie du système éducatif ivoirien. En effet, les formations générales restent toujours privilégiées au détriment des formations techniques et professionnelles »²⁰. Les produits du système éducatif sont quasiment orientés vers le secteur moderne (administration, banque). Or le secteur moderne de l'économie est en forte baisse : d'une croissance annuelle de 7% (1960-80), elle est tombée à 3% (1980-83) avec beaucoup de compression, de restructurations défavorisant l'emploi.

Dans ce même temps, les secteurs agricoles et artisanaux connaissent une expansion mais ne bénéficient pas d'un traitement spécial, l'emploi informel s'est accru de 6% (cordonnerie, cabines téléphoniques, cireur...) et l'emploi agricole de 3,4%.²¹

En sus, on note les déséquilibres des stratégies de formation. Le système éducatif cultive des comportements d'assistés qui ont tendance à tout attendre de l'extérieur. Il est incapable de promouvoir l'esprit d'initiative, de créativité, d'auto emploi alors que nous sommes dans un pays libéral.

Que dire des contrariétés au niveau de l'emploi ? Nous en retiendrons quelques-unes. D'abord, les phénomènes migratoires. Beaucoup de régions ne sont pas pourvues d'industries susceptibles d'embaucher des diplômés. Il en est de même dans certains pays de la sous-région. Tous ces diplômés nationaux et sous régionaux se retrouvent sur le marché de l'emploi à Abidjan ou dans quelques grandes plantations industrielles de l'intérieur déjà saturées et essoufflées qui ne pensent quotidiennement qu'à leur restructuration. Ensuite, une conception limitative de l'emploi et de l'école. Qu'est-ce que cela veut dire ? Les Ivoiriens ont toujours réduit l'emploi à une activité salariale qui s'exerce dans l'administration, dans l'usine et seulement en ville. De ce fait, les autres types d'activités économiques sont négligés. Aussi, l'école est-elle devenue un lieu d'acquisition de diplômes, facteurs de promotion sociale. Ne pas réussir à l'école ou être diplômé sans emploi est un échec dans la vie.

¹⁹ Y.-A. Faure (1988), *Le monde des entreprises en Côte d'Ivoire*. p. 75.

²⁰ M. Zadi Kessey (1999). *Culture africaine et gestion de l'entreprise moderne* Abidjan : Ceda, p. 79.

²¹ Idem.

Si cette limite imposée à l'emploi et à l'école était peut-être vraie à l'aube des indépendances, aujourd'hui, elle est largement dépassée et contraire à notre société où l'esprit de créativité, d'initiative, d'auto emploi est plus que nécessaire. Nous pouvons évoquer, par ailleurs, un essoufflement du secteur moderne. Aujourd'hui, les secteurs d'activité économiques dits modernes sont essoufflés. Ils embauchent à compte-goutte. En effet, on estime à moins de 1000 le nombre de nouveaux emplois de niveau supérieur créés pour les cadres chaque année dans le secteur privé. Alors que plus de 20 000 diplômés de l'enseignement supérieur sont demandeurs d'emploi²². Soit un taux d'embauche de moins de 5%. Enfin, on a une méconnaissance des secteurs non modernes.

Aucune véritable politique de vulgarisation n'est faite pour faire connaître ces secteurs. Seuls quelques Ivoiriens exercent dans ces secteurs malgré eux-mêmes. Tous les diplômés souhaitent être bureaucrates ou usiniers ou sont formés dans des secteurs qui n'ont rien à avoir avec les secteurs non modernes. Or ceux-ci connaissent une croissance réelle 7% pour l'informel. Ces problèmes majeurs étant connus, nous voulons humblement proposer des solutions pour que le système éducatif soit au service du développement. Nous envisageons des solutions au niveau de l'éducation et de la formation, au niveau de l'emploi et enfin au niveau de l'information et de la planification des ressources humaines.

3. Stratégies pour un système éducatif plus conforme aux besoins du développement

3.1. Les leviers qualitatifs du développement durable

Les activités de formation doivent devenir de véritables leviers qualitatifs du développement durable et de la lutte contre la pauvreté. Dans les missions de l'enseignement supérieur, il faut retenir en premier lieu celles-ci :

- Satisfaire les besoins du pays en compétences nouvelles, mieux collées à l'évolution du système économique et social
- Promouvoir la rationalité, développer l'esprit de créativité et exhorter à la quête permanente de "efficacité dans la pratique de la formation. Or, actuellement, l'impératif du développement de la formation supérieure se heurte à des groupes de difficultés dont nous voulons soulever une seule.
- Satisfaire les besoins du pays en compétences nouvelles, mieux collées à l'évolution du système économique et social.

Dans un contexte de crise généralisée, où la Fonction Publique n'offre pratiquement plus de débouchés aux diplômés de l'enseignement supérieur et où le secteur privé n'accorde que très peu de perspectives d'emploi aux

²² E. Bibi (03 novembre 2021). « Côte d'Ivoire/ Affaire 3000 docteurs au chômage : Le paradoxe du système éducatif à l'ancienne », <https://www.linfordrome.com>, consulté le 23/12/2021 à 12H07.

sortants des filières universitaires classiques, la question de la pertinence des formations se pose avec acuité. En effet, on estime aujourd'hui à moins de 1 000 le nombre de nouveaux emplois de niveau supérieur créés pour les cadres chaque année dans le secteur privé, alors qu'au même moment près de 20 000 diplômés de l'enseignement supérieur se retrouvent en situation de demandeurs d'emploi. Ainsi le système d'enseignement supérieur est confronté à l'obstacle de la très forte demande de formation par rapport à une offre d'emploi de plus en plus faible. Que faire ?

3.2. De l'efficacité de la formation au plan individuel et au plan national

Dans tous les cas, l'option stratégique majeure concerne l'efficacité de la formation au plan individuel et au plan national.

- Au plan individuel, aucun étudiant ne devrait sortir de l'université ou de l'enseignement supérieur sans la garantie d'un niveau de qualification reconnue, aussi bien dans les filières proprement académiques que dans les filières professionnelles pour éviter le chômage des diplômés sans aptitude professionnelle.

- Au plan national, la formation académique et scientifique doit mettre l'accent sur le développement des aptitudes pour «*l'insertion citoyenne et économique* »²³, Cela consiste à fournir aux étudiants des outils leur permettant de tracer eux-mêmes leur propre avenir professionnel dans un paysage économique dominé très largement aujourd'hui par le secteur informel, et à leur inculquer un « savoir être », un « savoir-faire » et un « savoir apprendre » pour qu'ils s'insèrent dans une société démocratique moderne avec un esprit d'entrepreneur.

- Orienter l'enseignement académique, à caractère universel et de qualité conçue pour le plus grand nombre, sur les réalités socio-économiques du pays, de manière à développer des filières de formation spécialisées et diversifiées répondant aux besoins avérés de l'économie nationale et aux exigences de la mondialisation.

- Assurer la formation professionnelle en relation avec les besoins d'emplois par secteur d'activité (secteur primaire, secteur secondaire et secteur tertiaire) et avec l'évolution du marché de l'emploi, et développer une culture entrepreneuriale pour favoriser auto-emploi.

- A côté de ces missions d'enseignement, l'université assurera également sa mission de recherche au service du développement, tout en poursuivant bien sûr la recherche fondamentale nécessaire au renouvellement de la connaissance.

Bref, les besoins du pays exigent la formation de nouvelles catégories socio-professionnelles engagées résolument dans le développement économique et social, disposant de compétences assurées et d'attitudes positives favorables

²³ B. Adjii (2003). L'Afrique à la croisée des chemins. Problématique du développement, Abidjan : Editions Eburnie, p. 51.

à la cohésion sociale et en combattant la corruption sous toutes ses formes. Nous le savons, « en Afrique comme, partout ailleurs dans le monde, aucune politique viable de croissance et de développement ne peut se concevoir dans un contexte socio-politique instable et peu crédible, inapte, par conséquent à mobiliser les énergies nationales.»²⁴ Le développement par l'éducation exige la création d'un environnement favorable, susceptible d'aider à l'éclosion des potentiels. Pour un réel développement, ne faut-il pas s'entourer de cadres compétents et responsables, à la moralité sans faille ? Bien entendu la professionnalisation implique, d'une part, l'intégration université/entreprise dans le système de formation, et, d'autre part, la mise en place de moyens humains et financiers.

Dans cette visée de la professionnalisation, il convient de noter que pendant longtemps, en Côte d'Ivoire, seules les sciences de la santé (Pharmacie, Médecine, Odonto-Stomatologie) et les études juridiques, ont été traditionnellement proches des professions qui leur correspondent. « Aujourd'hui se développent de nouvelles filières à fort caractère professionnel au sein des *universités*. Parmi celles-ci, les formations supérieures courtes (d'une durée de deux ans) comme les Instituts Universitaires de Technologie (IUT). Puis on a créé des formations professionnelles comme des Masters à contenu professionnel précis. Ainsi vont voir le jour, le Master Professionnel de Science de Gestion (MPSG), le Master Professionnel des Sciences et Techniques (MPST), le Master Professionnel d'Informatique Appliquée à la Gestion (MPIAGE). Le Master Professionnel Environnement et Qualité des Eaux, le Master Professionnel Contrôle de Gestion et Audit, le Master Professionnel Economie du Travail et Gestion des Ressources Humaines, le Master Professionnel Droit des Affaires, le Master Professionnel Nouvelles Technologies de l'Information et Multimédia. Les Masters Professionnels de Toxicologie et Hygiène Agro-industrielle, le Master Professionnel de Gestion et Management des PME/PMI, les Masters de Santé Communautaire et Risques Environnementaux, de Génie des Matériaux et contrôle de Qualité, etc »²⁵ sont annoncés.

3.3. Quelques pistes de solutions pour un développement efficient

Pour un véritable développement à l'aune du système éducatif, il convient de procéder à la révision des stratégies actuelles de formation qui sont trop théoriques. Sans oublier l'aspect théorique, la formation doit mettre un accent particulier sur la dimension professionnelle de sorte que l'étudiant ou l'élève qui sort du système éducatif ne souffre d'aucune contestation, méfiance ou mépris des entreprises. Pour cela, une concertation est nécessaire entre l'Ecole, la Chambre de commerce et les entreprises pour élaborer des programmes de formation. Le système éducatif doit réaliser la formation en

²⁴ Ibid., p. 95.

²⁵ L. Proteau (1983). Ecole et société en Côte d'Ivoire. Les enjeux des luttes scolaires, Paris : Karthala, p. 37.

liaison avec les besoins réels d'emploi. Nous connaissons les secteurs qui sont véritablement pourvoyeurs d'emplois (secteur primaire, secteur secondaire). Ce sont désormais dans ces secteurs que les programmes, les stratégies de formation doivent être essentiellement orientés et de façon professionnelle, en tenant compte de l'évolution du marché d'emploi, des nouvelles technologies, les nouveaux métiers.

Il s'agit aussi de développer l'esprit de créativité, l'esprit d'entrepreneur. Le système éducatif doit aider à avoir une nouvelle conception de l'école²⁶. Il doit aider à briser la limite que la société a imposée à l'école. Ainsi l'équation : école = emploi dans l'administration ou emploi dans l'usine doit être remplacée par : Ecole=je crée d'abord mon emploi. En d'autres termes, le système éducatif doit fournir aux étudiants des outils leur permettant de tracer eux-mêmes leur propre avenir professionnel dans un pays dont l'économie s'oriente maintenant vers le secteur informel. De façon particulière, l'enseignement général qui absorbe le plus grand nombre d'élèves et d'étudiants, doit être de qualité, ouvert sur le monde, sur les réalités socio-économiques du pays. Il doit développer des filières spécialisées diversifiées correspondant effectivement aux besoins réels de l'économie nationale et aux exigences de la mondialisation.

Sur le plan de l'emploi, les collectivités décentralisées (Mairies, Conseils Régionaux et autres) doivent redoubler d'ingéniosité en développant l'esprit de créativité, l'esprit d'entrepreneuriat pour créer des emplois. Ils doivent créer ou susciter la création d'usines en rapport avec les principales ressources de développement de leur zone respective. C'est de cette manière qu'ils lutteront efficacement contre les disparités régionales. L'Etat doit s'impliquer davantage dans la création des micros projets. Pour les entreprises qui sont en difficultés, l'Etat doit aider à leur redressement sans trop de pression fiscale, en leur envoyant des spécialistes en la matière. Car dans cette grisaille économique, beaucoup de sociétés naissent. Malheureusement, elles disparaissent trop rapidement pour faute de professionnalisme et d'encadrement. L'Etat doit adopter une politique de régionalisation et de décentralisation des structures de planification et de coordination du système éducatif de manière à leur permettre d'être réellement présentes sur l'ensemble du pays et jouer pleinement leur rôle. Francis Jacques renchérit en disant que « toute éducation est la mise en œuvre des moyens propres à assurer une certaine formation et développement du potentiel immense dont l'homme est doté. »²⁷. L'on doit former et développer.

²⁶ S. Takoué (2021). *L'école ivoirienne et la ministre Mariétou Koné*, Abidjan : Editions Scripta, p. 8.

²⁷ F. Jacques (dir.) (2004). *Education et formation. Essai sur quelques constantes éducatives*, Paris : Paroles et Silence, p. 163.

Conclusion

Tous ces efforts de professionnalisation visent à adapter au mieux l'université et tout le système éducatif et de formation aux réalités économiques du pays. Affichant de bons résultats au palmarès de l'insertion professionnelle, cette voie de formation a une image positive plus grande par rapport aux filières académiques classiques. Cependant certaines difficultés subsistent : seul un jeune sur trois (1/3) trouve un stage en entreprise à l'issue de sa formation ou en alternance ; très peu un contrat d'insertion professionnelle. Ainsi, il faut rechercher absolument le soutien appuyé des chefs d'entreprise, des professionnels et des hommes politiques, faute de quoi, la professionnalisation des filières de formation risque d'être un leurre.

Cela dit, la professionnalisation des *universités*, donc leur adaptation au marché du travail, ne doit pas signifier que les universités deviennent un appendice des entreprises, soit à leur solde ou à leur remorque, rivées aux intérêts premiers du patronat et de l'Etat. Beaucoup ont déjà dit ce qu'a d'illusoire cette « adaptation » à une situation de l'emploi en constant changement. Autrement dit la professionnalisation à outrance de l'université et du système éducatif ne peut dénaturer sa fonction première qui est de préparer la société à mener un certain nombre d'action sur elle-même et à analyser ces actions. Notre système éducatif doit rester le lieu de réflexion sur la production de la société par elle-même. Il doit être le lieu où la société doit produire ses catégories ses concepts, ses techniques, ses sciences, éclairer ses modes sociaux et économiques d'intervention sur elle-même. Il doit aider la société ivoirienne à penser son passé, réfléchir à son avenir, se comparer avec d'autres sociétés. La professionnalisation ne peut faire oublier que le système éducatif, doit à la fois assurer et assumer la production, la transmission et l'utilisation sociale de la connaissance. C'est dans cette triple fonction qu'il sert et promet véritablement le développement.

Références bibliographiques

ADJI, B. (2003). *L'Afrique à la croisée des chemins. Problématique du développement*, Abidjan : Editions Eburnie.

BIBI, E. (novembre 2021). « Côte d'Ivoire/ Affaire 3000 docteurs au chômage : Le paradoxe du système éducatif à l'ancienne », in <https://www.linfodrome.com>, consulté le 23/12/2021 à 12H07.

DECRAENE, P. (février 1971), « Côte d'Ivoire : l'agriculture, pilier du développement économique », in *Le monde diplomatique*, p. 17-18. <https://www.monde-diplomatique.fr>, consulté le 23 décembre 2021 à 10H45.

FAURE, Y.-A., (1988), *Le monde des entreprises en Côte d'Ivoire. Sources statistiques et données de structure*, Abidjan : Orstom.

HOUPHOUËT, N. A. et ASSALE, A. B. D. (2000). *Comment sortir ensemble de la pauvreté ou la Bonne Nouvelle aux pauvres*, Abidjan : Puci.

HUISMAN, D. et LE STRAT, S. (1998). *Lexique de philosophie*, Paris : Nathan.

Institut National de la Statistique. Enquête sur le niveau de Vie des ménages 2002, Ref. CIV_2002_ENV_v01_M. catalog.ihsn.org, consulté le 23/12/2021 à 11h16.

JACQUES, F. (2000). *Ecrits anthropologiques. Philosophie de l'esprit et cognition*, Paris : L'Harmattan.

JACQUES, F. (2004). *Education et formation. Essai sur quelques constantes éducatives*, Paris : Paroles et Silence.

KACOU, V. D. (2020). *Devenir soi-même. Une leçon d'anthropologie philosophique*, Mauritius : Editions Universitaires Européennes.

KANT, E. (2012). *Critique de la raison pure*, (André Tremasaygues et Bernard Pacaud, Trad.). Paris : Puf.

PROTEAU, L. (1983). *Ecole et société en Côte d'Ivoire. Les enjeux des luttes scolaires*, Paris : Karthala.

TAKOUE, S. (2021). *L'école ivoirienne et la ministre Mariétou Koné*, Abidjan : Editions Scripta, 2021.

ZADI, K. M. (1998). *Culture africaine et gestion de l'entreprise moderne* Abidjan : Ceda.

ZADI, K. M. (2004). *Développement de proximité et gestion des communautés villageoises*, Abidjan : Editions Eburnie.